

Unité Interdépartementale 25/70/90

Belfort, le 13/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



RECYCL AUTOS

Rue de la Noye
Zone Artisanale
90170 ANJOUTEY

N° Chrono : UID257090/SPR/LL/CD 2022 - 0113A

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2022 dans l'établissement RECYCL AUTOS implanté Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 ANJOUTEY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi de l'établissement et suite à une demande de modification des conditions d'exploiter émise par l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCL AUTOS
- Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 ANJOUTEY
- Code AIOT dans GUN : 0003301649
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non

Centre VHU

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Conformité documentaire
- Plan des risques et état des stocks
- Emissions sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; peut être, par exemple, une lettre de suite préfectorale, une mise en demeure, une sanction, une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suites administratives ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite (inopinée), les installations sont apparues relativement propres. Peu de VHU étaient présents.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Localisation des risques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8	/	Lettre de suite préfectorale
Etat des stocks de produits dangereux. — Etiquetage.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	/	Lettre de suite préfectorale
Plans des locaux et schéma des réseaux.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21	/	Lettre de suite préfectorale
Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations électriques.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18	/	
Vérification périodique et maintenance des équipements.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	
Registre et traçabilité.	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44	/	
Affichage de l'agrément	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 4	/	
Evacuation des VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 4°	/	
Traçabilité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 13°	/	
Attestation de capacité fluides frigorigènes	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 14°	/	
Vérification de la conformité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 15°	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est particulièrement portée sur les aspects documentaires. Il en ressort que la traçabilité est assurée de façon satisfaisante, par contre, les contrôles périodiques, hors éléments de sécurité, font apparaître des manques qu'il convient de corriger rapidement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Localisation des risques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 8
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières, substances ou produits mis en œuvre, stockés, utilisés ou produits, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques...) et le signale sur un panneau à l'entrée de la zone concernée. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant ne dispose pas du plan attendu et les risques ne sont pas signalés à l'entrée des locaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent, en caractères lisibles, le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de dangers, conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de l'état des stocks, des fiches de sécurité, ni du plan général des stockages. Les contenants sont étiquetés.
Observations : L'installation d'une "boîte aux lettres" rouge, pour les pompiers, en entrée de site avec ces documents serait pertinente.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 18
Prescription contrôlée : L'exploitant tient, à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : Le dernier rapport de contrôle des installations électriques (25/02/21 par 3CS-VGP) a été vérifié et n'appelle pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suites

Nom du point de contrôle : Plans des locaux et schéma des réseaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 21
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours, ainsi que les plans des locaux qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours. Ces plans doivent mentionner, pour chaque local, les dangers présents. Il établit également le schéma des réseaux entre équipements, en précisant la localisation des vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.
Constats : Le plan attendu n'a pas pu être présenté par l'exploitant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Vérification périodique et maintenance des équipements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
Prescription contrôlée : L'exploitant assure, ou fait effectuer, la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : Le registre de maintenance a été vérifié et fait apparaître les contrôles des équipements incendie (extincteurs, désenfumage), en date du 12/01/21, par Caron sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38 > IV.
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée, dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.
Constats : L'exploitant ne dispose pas du rapport de mesure des émissions sonores.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Registre et traçabilité.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 44
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consigné, pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu, les informations suivantes :— la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;— le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;— la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;— le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : Le registre a été contrôlé. L'ensemble des champs attendus sont renseignés.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Affichage de l'agrément

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 4
Prescription contrôlée : Le titulaire de l'agrément est tenu d'afficher de façon visible, à l'entrée de son installation, le numéro de son agrément . « Cette même information figure également sur son site internet lorsqu'il dispose d'un tel site. »
Constats : L'agrément et les horaires d'ouverture sont affichés de façon visible et lisible en entrée de site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Evacuation des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 4°
Prescription contrôlée : 4° L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations : - qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet « dans un autre Etat membre de l'Union Européenne ou dans un autre Etat, dès lors que le transfert de ces déchets hors du territoire national est réalisé conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement Européen et du Conseil du 14 juin 2006, concernant les transferts de déchets. » ;
Constats : Un contrôle des BSD a été effectué par sondage (INO101039 pour 7 VHU et INO101007 pour 19 VHU). L'ensemble des champs sont renseignés et signés lorsque c'est nécessaire. Les véhicules sont envoyés vers des broyeurs agréés (Derichebourg) sur le territoire national.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Traçabilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 13°
Prescription contrôlée : 13° L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant, en trois exemplaires, un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.
Constats : Un contrôle des BSD a été effectué par sondage (INO101039 pour 7 VHU et INO0101007 pour 19 VHU). L'ensemble des champs sont renseignés et signés lorsque c'est nécessaire. Les véhicules sont envoyés vers des broyeurs agréés (Derichebourg) sur le territoire national.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Attestation de capacité fluides frigorigènes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 14°
Prescription contrôlée : 14° L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.
Constats : L'exploitant dispose de l'attestation de capacité attendue (NFF6658D69 valide jusqu'en 2024) et l'intervenant dispose de l'aptitude requise (en date du 11/2018).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Vérification de la conformité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe I > 15°
Prescription contrôlée : 15° L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité [...]
Constats : Le dernier rapport de vérification et de la conformité a été contrôlé (AFAQ/AFNOR du 13/07/21). Il n'appelle pas d'observation. Les rapports de 2019 et 2020 ont également été vérifiés.
Type de suites proposées : Sans suite